

# Economie sociale et exclusion en Europe

**Jacques Prades**

Economiste, enseigne au Département sciences économiques et gestion de l'université de Toulouse II - Le Mirail



A Manhattan, dans les cafés bruyants où vocifèrent les juke-box, le silence peut s'acheter pour un dollar contre une cassette vierge de trois minutes. A Tokyo, un chaton ou un chien se loue pour le week-end : si le chat n'a pas griffé et le chien n'a pas mordu, l'honnête japonais transformera ce crédit-bail à option en un achat définitif. Dans les carrefours pollués des plus grandes avenues de Mexico, l'air dans les masques à oxygène s'échange contre quelques pièces.



L'achat du silence, de l'affection et de l'air illustrent la transformation de notre planète en un vaste supermarché. On nommera "le principe d'économicité" le double phénomène d'autonomisation de l'économique depuis le 18<sup>ème</sup> siècle et celui de la transformation en échange marchand de la quasi-totalité de la vie sociale. L'institutionnalisation de la sphère économique suppose

la recherche individuelle de l'intérêt.

Dans le monde ancien, les liens familiaux, villageois ou claniques inserraient l'individu dans le groupe au prix fréquent d'un étouffement narcissique; dans ce monde là même les situations les plus misérables, servage ou esclavage, offraient aux intéressés un statut. La modernité a fait exploser les liens d'antan, libérant le travailleur en lui offrant le choix de sa peine. Mais cette liberté est conditionnée par l'octroi d'un revenu qu'exige l'univers des galeries marchandes.

## L'imaginaire économique

C'est dire que depuis que la société est devenue économique, que la raison économique a envahi l'imaginaire, l'exclusion sociale a toujours été plausible. Cette possibilité s'est confirmée ces dernières décennies pour deux raisons principales. D'une part, l'intensité du changement technologique et la globalisation des marchés ont provoqué une accélération des échanges, la déstabilisation des structures industrielles, une inondation de nouveaux produits et procédés, la perte des repères symboliques et, partant, une plus grande vulnérabilité des sujets. D'autre part, la pente devient lisse et il y a de moins en moins de replis et de refuges, de niches et de résistances politiques à son inclinaison. D'où le fait que nombreux sont ceux qui glissent dans la trappe de la pauvreté.

Il n'y a nulle contradiction à avoir s'afficher la montée des valeurs boursières et progresser les taux de croissance et les gains de productivité face à l'accroissement des disparités salariales et à la montée de l'exclusion sociale. Pendant que les taux de croissance européens ont cru en vingt-cinq ans de l'indice 100 à 175 pour le Royaume-Uni et 215 pour l'Espagne, le nombre de pauvres a atteint près de 57 millions en Europe. Cette situation est globale et mondiale.

## Des disparités spatiales

Tout corps social qui se désagrège provoque à la fois la déliquescence des formes de socialité ancienne et l'émergence de solutions ponctuelles de bricolage durant la période où n'est pas éclaircie l'issue du changement. Il en a été de la Rome ancienne ou de la société féodale, des tribus indiennes ou mélanésiennes.

Ici et là voit-on aujourd'hui en Europe, des expérimentations originales visant à restaurer des formes relationnelles ou de proximité pour desserrer l'étau de la compétitivité. Là, la disparité européenne est riche, les

configurations diverses, la prégnance des espaces géographiques module les réponses des populations à une agressivité quotidienne qui s'est substituée symboliquement à la guerre : association, coopératives, scop, régies de quartiers, mutualismes, organisations informelles, banque du temps, temps choisi, société pour protection de l'emploi, fondations, etc. Dans les régions nordiques, on note une tendance forte à des associations fonctionnelles, de nature philanthropique qui se repère même dans le statut des animateurs; il n'est pas rare que tel Directeur administratif et financier d'une firme anime le samedi matin un club de projets d'économie solidaire. Dans les régions du sud-est de l'Europe, l'association s'inscrit davantage dans des formes alternatives et politiques; dans un registre militant, elles visent, au delà du volontarisme, une transformation sociale active. Dans les régions du sud-ouest européen, la forme associative est souvent un étage intermédiaire et protégé des formes concurrentielles d'entreprises. En cela, toutes ces expérimentations autorisent à définir l'économie sociale comme un lieu de résistance qui retrouve ses racines dans les combats de la classe ouvrière du 19<sup>ème</sup> siècle.

Ce lieu de résistance s'imprègne des cultures de chaque région. Ce qui est vrai pour les firmes en concurrence est également vrai pour les associations : la culture du pays s'imprègne dans les stratégies des firmes mais davantage encore dans les formes que prennent les associations.

Les différentes régions modulent également le clivage qui sépare la nature de toutes ces expériences, soit la distance et la relation qu'elles entretiennent avec le faire efficace, c'est-à-dire la technique. La technique contient trois dimensions essentielles : la relation au temps (le temps libéré par la machine, la réduction du temps du travail, le délai de réactivité, etc); la question de la fonctionnalité (le caractère cumulatif, l'interaction des phénomènes, les complémentarités, les cohérences technologiques, etc); la question de la rationalité (la relation fin-moyen, la rationalité procédurale, le raisonnable, etc).

Au delà de cette distance avec la technique, les particularismes régionaux sont également fonction de considérations plus triviales que la culture. Ainsi, pour ne citer qu'une variable, le poids des charges patronales variant de plus de 1 à 3 entre la Grande-Bretagne et l'Italie, ouvre à la forme associative des espaces différents.

### **La diversité même des formes de regroupement appelle quelques commentaires**

Pour évacuer une première difficulté de type sémantique, mais qui n'en est pas moins importante, considérons que la nouvelle économie sociale regroupe à la fois l'économie sociale traditionnelle (les coopératives, les mutuelles et les associations) et l'économie solidaire dans son acception française (combinaison de ressources marchandes, non marchandes et non monétaires en direction des services de proximité ou de services à personnes).

La question première est de l'ordre de la description sectorielle.. Dans le programme Johns Hopkins, le secteur sans but lucratif est défini comme l'ensemble des organisations formelles (les associations éphémères sont écartées), privées (c'est-à-dire distinctes de l'état mais qui peuvent recevoir des financements publics), indépendantes (ce qui les distingue des GIE par exemple) et ne pas distribuer de profit. Cette méthodologie est discutable mais elle permet de donner une évaluation à laquelle s'est livrée E. Archambault. Par exemple, en 1990, dans huit pays analysés (Etat s-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni, Japon, Suède, Italie et Hongrie), ces organisations employaient près de 12 millions de personnes, soit 1 emploi sur 20. Le budget total de ces organisations représentait 3000 milliards de francs, soit 15 fois le chiffre d'affaire de la plus importante entreprise française. Les ressources de ces organisations sont des recettes privées (participation des usagers, conventions, etc) à hauteur de 47 % (ce qui atténue l'idée du financement exclusivement public des associations).

Mais la question posée dans cette livraison est autre que descriptive : elle concerne la signification de cet objet aux contours malaisés.

### **La signification de l'économie sociale**

Il y a deux manières essentielles, qui ne sont pas nécessairement contradictoires, de saisir le problème.

Première hypothèse : le secteur a une identité propre, analysable en soi, le tiers secteur, le quaternaire, comme un micro-modèle : modèle de l'archaïsme, de l'économie informelle ou de la post-modernité. Se déploie alors une forme alternative de l'économie dominante du système de marchés. On y examine de près les nouvelles formes de pouvoir et d'autorité, des modalités différentes d'exercice du travail, des relations de proximité avec le milieu local et on fonde ainsi ce que certains appellent une économie de la réciprocité. Dissociable de l'économie de marché et de l'économie de la redistributivité, on voudrait montrer que l'échange ne se clôture pas sur lui-même, mais au contraire est subordonné au tryptique «donner, recevoir, rendre » invitant le destinataire à rendre toujours

plus que ce qu'on lui a donné. On signifie ainsi la pauvreté d'un échange qui se clôture par l'équivalence supposée d'une marchandise contre argent.

Deuxième hypothèse : on étudie l'économie sociale comme le lieu où se manifestent les déplacements fonctionnels de la société : l'économique, le social et le politique se déplacent constamment depuis le dix-huitième siècle et c'est bien à l'entrecroisement des différents secteurs qui se prétendent autonome qu'on découvre à la fois la fonctionnalité et les failles du système : la fonctionnalité comme la lente dérive de l'économie sociale traditionnelle vers l'essor d'entreprises hautement capitalistiques; les failles comme les expériences de monnaie locale. Fonctionnalité et failles montrent ainsi l'incomplétude du système global.

Cette deuxième hypothèse cherche non pas une alternative à laquelle elle ne demande pas de croire mais à comprendre l'évolution de la société globale : son évolution n'est pas linéaire et n'obéit à aucun déterminisme; elle n'est pas sans risque non plus. Si depuis un siècle, on a souligné le leurre du projet de l'économie sociale, c'est qu'on s'est peut-être trompé sur le sens à donner à l'entreprise : sa fragilité est davantage le signe de l'évolution de la société globale et la marque de l'ajustement conflictuel du politique et du social. Pris sous cet angle, le développement sans précédent des associations de type solidaire est peut-être le signe d'un basculement : à l'inégalité entre pays riches et pauvres tend à se substituer une nouvelle inégalité entre pauvres et riches à l'intérieur de chaque nation.

L'idée sous-jacente ici est donc de repérer les points les plus fragiles du mouvement de la société globale, là où le système de marché laisse peser les zones d'ombres les plus manifestes, les chaînons les plus faibles. En suivant l'analyse de K. Polanyi, il y a trois marchandises qui ne sont pas tout à fait comme les autres et qui ne peuvent pas entrer dans le «one big market »

Ces trois marchandises, constituant les points les plus faibles, justifient que les auteurs de ce numéro pointent à cet endroit leur lecture de l'économie sociale.

La première marchandise est celle du travail et de l'homme. Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui d'utiliser l'homme comme une prothèse, changeant un rein et vendant un oeil, choisissant son sexe et reproduisant à l'identique les bonnes espèces ? Existe-t-il une limite à la raison, peut-on assimiler l'efficacité d'une société à un calcul de maximisation sous contrainte, généralisé à la société toute entière? Poser cette question revient à discuter l'unicité des raisons qui permet de justifier ce qui est rationnel de ce qui ne l'est pas. En quoi les expériences sociales mettent en cause ce type de rationalité ?

La deuxième marchandise est celle de la monnaie qui s'achète et se vend en elle-même, provoquant non seulement une bulle financière mais un risque systémique clairement dénoncé aujourd'hui transformant la société en un grand casino. Les expériences de monnaie locale arrivent au moment de l'introduction de l'euro. Est-ce un hasard ? Comment comprendre les expériences des Sels, Rel ou Lets ?

La troisième marchandise est celle de la terre et plus généralement de la nature. Celle-ci est terriblement humiliée et l'homme est irrespectueux et irresponsable à son égard. Autorise-t-elle toute maltraitance, supporte-t-elle n'importe quelle agression, n'impose-t-elle pas des limites ? en quoi l'économie sociale apporte-t-elle une réponse à cette question ? En quoi celle-ci peut-elle renouveler la notion de besoin ?

C'est autour de cette problématique que sera organisé le numéro <sup>1</sup> sous deux registres : celui d'articles courts, mais synthétiques, croisés avec des expérimentations européennes de terrain qui illustrent, nourrissent et complexifient le débat théorique.

---

<sup>1</sup> N° Spécial Economie & Humanisme, 1998 : « Face à l'exclusion, une nouvelle économie sociale en Europe »